Exemple de courrier à envoyer aux copropriétaires pour les informer de la dématérialisation des communications et la mise à jour des données.

Chère Madame, Cher Monsieur,

Depuis la loi du 9 avril 2024, et afin de favoriser la dématérialisation et éviter le gaspillage de papier, il est prévu que le syndic adresse les notifications à la dernière adresse e-mail connue (article 42-1 de la loi du 10 juillet 1965).

En conséquence, afin de vous adresser les convocations d'assemblée générale et les notifications des procès-verbaux d'assemblée générale, nous vous serions reconnaissants de bien vouloir nous indiquer votre adresse électronique actuelle, que vous consultez régulièrement.

Ces envois se feront par l'intermédiaire du dispositif sécurisé **XXXX** garantissant la sécurité de vos données et la traçabilité.

L'envoi de ces notifications par voie électronique présente plusieurs avantages :

- Réduire les coûts liés aux envois postaux, supportés par le syndicat des copropriétaires ;
- Améliorer la qualité de service grâce aux économies réalisées par la réduction de l'impression de papier ;
- Assurer la sécurité de vos communications électroniques grâce à votre prestataire ;
- Vous permettre le suivi des informations via rétroprojecteur lors des assemblées générales ;
- Réduire les délais en évitant les aléas de la voie postale

Je vous remercie de nous indiquer votre dernière adresse e-mail selon la modalité suivante : XXXX.

À défaut de réception d'une nouvelle adresse e-mail¹, à compter du **jour mois année**, nous utiliserons celle en notre possession pour ces notifications conformément à l'article 65 du décret du 17 mars 1967 qui prévoit que :

« Les notifications et mises en demeure prévues par les articles 64 et 64-2 sont valablement faites au dernier domicile ou à la dernière adresse électronique indiquée au syndic. »

Toutefois, si exceptionnellement vous préférez conserver la voie papier, vous pouvez nous en informer par « tout moyen ». Pour des raisons de preuve et d'organisation du service, nous vous serions toutefois reconnaissants de nous l'indiquer par courrier recommandé.

Ces données seront collectées conformément à la directive RGPD et vous avez la possibilité via votre accès extranet de procéder aux modifications de leur utilisation conformément à la finalité de traitement.

Nous restons naturellement à votre entière disposition pour toute question relative à ce sujet.

¹ Toutefois, un contentieux pourrait naître si le copropriétaire estime que l'adresse mail obtenu par le syndic n'est pas celle qu'il utilise. Il conviendra de sécuriser l'obtention de son adresse électronique.